

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 21 JAN. 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 janvier 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SYNDICAT MIXTE DU LAC D'ANNECY (SILA)**

LES ÎLES 7 rue des TERRASSES

BP 39 – 74 960 Annecy

Références : 20260113-RAP-InspectionUveChavanod  
Code AIOT : 0006104565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 janvier 2026 dans l'établissement du SILA implanté 310 route du champ de l'Ale 74 650 Chavanod. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- |  |                              |
|--|------------------------------|
| • SYND MIXTE DU LAC D ANNECY                 | • Régime : Autorisation      |
| • 310 route du champ de l'Ale 74650 Chavanod | • Statut Seveso : Non Seveso |
| • Code AIOT : 0006104565                     | • IED : Oui                  |

L'UVE de Chavanod est réglementé par arrêté préfectoral du 21 août 2023 pour des activités :

- d'incinération de déchets non dangereux, sous le régime de l'autorisation,
- de transit de déchets non dangereux stockés en balles, sous le régime de l'autorisation,
- de déchetterie pour les professionnels, sous le régime de la déclaration,
- d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante, sous le régime de la déclaration.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le SILA qui exploitait jusqu'alors les installations en régie a fait appel à la société IDEX Environnement en qualité d'opérateur. Le SILA reste néanmoins l'exploitant et le bénéficiaire de l'arrêté d'autorisation.

Rappelons que l'établissement a fait l'objet d'importants travaux de requalification débutés en 2014, comprenant le remplacement de deux de ses trois fours initiaux et la suppression du troisième, le remplacement des dispositifs de traitement des fumées afin d'abaisser les rejets atmosphériques notamment en NOx et l'optimisation de la performance énergétique.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets

## 2) Constats

**2-1) Introduction** – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats** – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
1	Évènement du 20 août 2025	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.5.2 et annexe 2	Demande d'action corrective et de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Groupe électrogène de secours	PAC du 10/07/2014 paragraphe 3.4.13		
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.5.2 et 3.5.3		
5	Mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.7.2.2		
6	Mâchefers	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, art. 3.7.2.1		

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.5.2

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats** – Sur la base des constats établis, nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes sous un délai de trois mois :

- conduire une réflexion sur les dispositions à prendre pour éviter la reproduction de l'incident du 20 août 2025 et plus généralement pour éviter l'utilisation des bypass des filtres à manches et transmettre un plan d'action accompagné d'un échéancier,
- doter la cuve de fioul qui alimente le groupe électrogène de secours d'une rétention dimensionnée conformément à l'article 2.4.8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023,
- Concernant les rejets atmosphériques en mercure :
  - fixer un « seuil de significativité » des rejets, mesurés dans le cadre de l'autosurveillance, à  $10 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ , intervalle de confiance déduit, et de comptabiliser les fréquences mensuelles d'occurrence et les circonstances de ces valeurs significatives,
  - d'analyser ces éléments et de transmettre ses conclusions sur l'origine de ces rejets significatifs,
- de justifier le tonnage de mâchefers utilisé sur le chantier de valorisation de la rue de l'artisanat à Poisy,
- pour les nouveaux chantiers de valorisation des mâchefers, de ne pas livrer plus de mâchefers que la quantité indiquée dans la demande. Si des mâchefers supplémentaires étaient nécessaires, une nouvelle demande devrait être faite sur la base d'éléments justificatifs et, le cas échéant, d'un nouvel avis hydrogéologique,
- nous tenir informé de l'achèvement des travaux sur la plateforme nord et, le cas échéant, de tout nouveau retard.

Par ailleurs, pour plus de clarté du plan de gestion des OTNOC, nous demandons à l'exploitant, sous trois mois, de matérialiser, dans le document, les OTNOC qui ne sont pas encore considérées comme telles car non détectées et dont la durée n'est pas comptabilisée.

#### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évènement du 20 août 2025

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.5.2 et annexe 2		
<b>Thème :</b> Risques chroniques, Dépassement de la limite de rejet en PCDD/F		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>3.5.2 – Valeurs limites de rejet</b> – L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que ses rejets gazeux ne dépassent pas les valeurs limites fixées à l'annexe 2. Ces limites sont applicables lors du fonctionnement effectif de l'installation d'incinération avec présence de déchets dans le four.		
<b>Annexe 2 :</b>		
Dioxines et furanes	Concentrations	Flux journaliers
Sur échantillonnage ponctuel lors des mesures réalisées en application de l'article 3.6.2.2	0,1 ng/m <sup>3</sup>	190.10 <sup>-6</sup> g/j
Sur échantillonnage à long terme lors des mesures réalisées en application de l'article 3.6.2.3	0,08 ng/m <sup>3</sup>	
<b>Constats :</b> Le 20 août 2025 vers 8h10, s'est produit un arrêt des deux fours en charge, provoquant un bypass des filtres à manches pendant environ 3 heures. Cet événement a causé une		



augmentation des rejets de dioxines et furanes mesurés en semi-continu par les cartouches AMESA sur la période du 14 août au 10 septembre 2025 :

- ligne 1 – Dioxines et furanes : 0,051 ng/Nm<sup>3</sup>, PCB-DL : 0,0025 ng/Nm<sup>3</sup>
- ligne 3 – Dioxines et furanes : 0,118 ng/Nm<sup>3</sup>, PCB-DL : 0,0057 ng/Nm<sup>3</sup>

pour une limite réglementaire de 0,08 ng/Nm<sup>3</sup>.

On constate ainsi, pour les dioxines et furanes, une valeur élevée sur la ligne 1 et un dépassement de la limite réglementaire sur la ligne 3. Les teneurs en PCB-DL sont quant à elles très faibles.

Nous avons été informés de cet événement par courriel de l'exploitant du 15 octobre 2025.

Conformément à l'article 3.6.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 août 2023, l'exploitant a fait réaliser le 23 octobre 2025, par SOCOTEC, une analyse ponctuelle de dioxines et furanes sur la ligne 3 concluant à une concentration de rejet de 0,00031 ng/Nm<sup>3</sup>. Ce résultat accrédite l'hypothèse que le dépassement mesuré lors de l'analyse en semi-continu du 14 août au 10 septembre 2025 est lié à l'événement du 20 août 2025.

Cette conclusion est en outre confirmée par les résultats de l'analyse inopinée réalisée par GINGER LECES le 4 novembre 2025 :

- ligne 1 : Dioxines et furanes : 0,001 ng/Nm<sup>3</sup>, PCB-DL : 0,002 ng/Nm<sup>3</sup>
- ligne 3 : Dioxines et furanes : 0,002 ng/Nm<sup>3</sup>, PCB-DL : 0,03 ng/Nm<sup>3</sup>

Cet événement est la conséquence du défaut d'un relais qui a occasionné la mise en sécurité des installations et la perte des sources d'énergie, notamment des alimentations électriques et de l'air comprimé. Les filtres à manches ont alors été isolés tandis que leur bypass, à commande pneumatique et normalement ouvert, se sont ouverts. La perte de toutes les énergies a conduit à l'arrêt de la combustion.

L'exploitant oriente ses réflexions pour éviter la reproduction d'un tel événement vers :

- le changement périodique des relais du même type que celui dont la défaillance est à l'origine de l'incident, l'inconvénient de cette solution consistant dans la difficulté technique à remplacer ces matériels,
- la suppression des bypass des filtres à manches. Cette solution nécessite de vérifier l'absence de risque, dans certaines situations, de dégrader les filtres à manches notamment par l'atteinte du point de rosée ou à l'inverse d'une température trop élevée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de :

- conduire une réflexion sur les dispositions à prendre pour éviter la reproduction de l'incident du 20 août 2025 et plus généralement pour éviter l'utilisation des bypass des filtres à manches,
- transmettre un plan d'action accompagné d'un échéancier de réalisation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Groupe électrogène de secours

**Référence réglementaire :** PAC du 10/07/2014, article paragraphe 3.4.13

**Thème :** Risques accidentels, Disponibilité du GES

**Prescription contrôlée :** Le paragraphe 3.4.13 du dossier intitulé « Requalification du site de l'UVE du SILA (Chavanod) et évaluation des impacts sur l'environnement des nouvelles installations » à l'indice F, daté du 10 juillet 2014 et transmis par courrier du 30 juillet 2014, prévoit un groupe

<p>électrogène de secours destiné à assurer l'alimentation des consommateurs indispensables à l'arrêt de l'usine en toute sécurité pour les personnes et les biens en cas de disparition du réseau EDF, et du GTA, et à secourir une partie des équipements du site. Ses caractéristiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• puissance : 1 250 kVA</li> <li>• un réservoir journalier de 500 l</li> <li>• une cuve de fioul de 3 m<sup>3</sup> destinée à une utilisation à pleine charge pendant 12 h</li> <li>• un poste de dépotage</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Nous avons constaté la présence du groupe électrogène de secours. Sa plaque indiquait une puissance de 1 650 kVA. Il était alimenté par une cuve de 4 m<sup>3</sup> et disposait d'un réservoir journalier de 500 litres.</p> <p>Des essais périodiques sont réalisés tous les mois par l'exploitant, les deux derniers, consignés sur un registre dédié, ont été réalisés le 5 décembre 2025 et le 13 janvier 2026. Nous avons demandé la réalisation d'un essai qui a montré que l'équipement démarrait en quelques secondes.</p> <p>Par ailleurs, nous avons constaté que la rétention de la cuve de 4 m<sup>3</sup> était située dans un local qui ne formait pas rétention et que sa rétention spécifique était très sous-dimensionnée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nous demandons à l'exploitant de doter la cuve de fioul qui alimente le groupe électrogène de secours d'une rétention dimensionnée selon les dispositions de l'article 2.4.8.2 de l'arrêté préfectoral du 21 août 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Conditions d'exploitation autres que normales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.3.5.2</p>
<p><b>Thème :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des OTNOC</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dans le cadre de son système de management environnemental un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions atmosphériques de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée des OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 heures par an, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an,</li> <li>• de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</li> </ul> <p>Le plan de gestion des OTNOC doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la mise en évidence des risques des OTNOC, par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>• la mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>• l'examen et la mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique objet du point 3.3.5.3.</li> </ul>

Les phases de démarrages et d'arrêts, sans déchets dans les fours, programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisées dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

**Constats :** L'exploitant a engagé une démarche, dont il a fixé l'échéance à fin 2027, visant à faire correspondre à chaque situation OTNOC identifiée dans le plan de gestion une entrée programmée qui :

- décompte la durée de la situation aux 250 heures imparties,
- compare les résultats des analyses des rejets aux limites applicables en OTNOC.

À ce jour, plusieurs situations OTNOC identifiées dans le plan de gestion ne sont pas détectables avec l'instrumentation disponible.

En conséquence, ces situations qui ne sont prises en compte en tant que OTNOC ni en termes de durées, ni en termes de référentiel réglementaire, ne sont pas véritablement des OTNOC mais des « OTNOC en projet ». Précisons que la non-comptabilisation de ces situations implique des limites de rejets plus sévères pour l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Pour plus de clarté, nous demandons à l'exploitant, sous trois mois, de matérialiser, dans le plan de gestion des OTNOC, les OTNOC qui ne sont pas encore considérées comme telles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.5.2 et 3.5.3

**Thème :** Risques chroniques, Dépassement en mercure du 4 novembre 2025 sur la ligne 1

**Prescription contrôlée :**

##### 3.5.2 – Valeurs limites de rejet

L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que ses rejets gazeux ne dépassent pas les valeurs limites fixées à l'annexe 2. Ces limites sont applicables lors du fonctionnement effectif de l'installation d'incinération avec présence de déchets dans le four.

##### 3.5.3 – Conditions de respect des valeurs limites de rejet

Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :

...

- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies au point 3.5.2,

...

**Constats :**

Dépassement détecté par la campagne semestrielle du 4 novembre 2025 – La campagne d'analyses inopinées réalisées le 4 novembre 2025 par la société GINGER LECES a mis en évidence une concentration en mercure sur la ligne 1 de 30 µg/Nm<sup>3</sup> pour une limite de 20 µg/Nm<sup>3</sup>, sur un échantillon prélevé entre 8h40 et 10h05. Précisons qu'il s'agit d'un dépassement de la valeur réglementaire, la limite s'appliquant sur la durée de l'échantillonnage.

L'exploitant nous a précisé que ce dépassement pouvait être dû à la présence de mercure dans les

déchets ou a un relargage du catalyseur destiné au traitement des oxydes d'azote.

Résultats de l'autosurveillance le 4 novembre 2025 – Lors de l'inspection, nous avons examiné les mesures d'autosurveillance réalisées le jour du prélèvement. Il apparaît successivement :

- une brusque augmentation de la concentration en mercure le 4 novembre 2025 à 4h40, se stabilisant autour de  $100 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ , avec une valeur maximale proche de  $130 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ ,
- une lente décroissance, entre 7h00 et 12h40,
- le respect de la limite réglementaire de  $20 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$  à compter de 9h00.

Ces valeurs d'autosurveillance sont données sans retrait de l'intervalle de confiance, de 40 % pour le mercure. Rappelons que la comparaison des résultats d'autosurveillance avec les valeurs réglementaires doit se faire après déduction de l'intervalle de confiance.

La moyenne journalière de concentration en mercure déterminée par l'autosurveillance, intervalle de confiance déduit, est de  $11,9 \text{ g}/\text{Nm}^3$ . Elle ne met pas en évidence de dépassement de la limite réglementaire de  $20 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ .

Comparaison des résultats de la mesure semestrielle avec ceux de l'autosurveillance – Pendant la durée du prélèvement de la mesure semestrielle, la concentration mesurée dans le cadre de l'autosurveillance, intervalle de confiance non déduit, a été de  $17 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ , contre  $30 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$  pour la mesure normée. L'autosurveillance a donc minoré les résultats d'un facteur 0,57. Dans l'hypothèse où ce ratio est stable, la limite de  $20 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$  correspond à une mesure d'autosurveillance de  $20 \times 0,57$  soit  $11,33 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ ,  $6,8 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ , intervalle de confiance déduit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de :

- fixer un « seuil de significativité » des rejets en mercure, mesurés dans le cadre de l'autosurveillance, à  $10 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ , intervalle de confiance déduit, et de comptabiliser les fréquences mensuelles d'occurrence et les circonstances de ces valeurs significatives,
- d'analyser ces éléments et de transmettre ses conclusions sur l'origine de ces rejets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Mâchefers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.2

**Thème :** Risques chroniques, Valorisation des mâchefers

**Prescription contrôlée :** Les mâchefers peuvent, lorsque leurs caractéristiques le permettent (caractéristiques physico-chimiques et potentiel polluant), faire l'objet d'une valorisation dans les conditions fixées par la réglementation et notamment par l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. L'exploitant vérifie, notamment au moyen d'un rapport établi par un hydrogéologue, que chaque chantier où l'utilisation des mâchefers de son établissement est envisagée répond bien aux critères applicables de valorisation liés à l'environnement immédiat de l'ouvrage ou de l'aménagement projeté : implantation hors zone inondable, respect de la distance minimale par rapport à tout cours d'eau, contraintes liées aux captages d'alimentation en eau potable...

L'exploitant s'assure, à l'issue de chaque chantier, de l'utilisation des mâchefers dans les conditions prévues et validées dans le rapport de l'hydrogéologue, quelle que soit l'entreprise qui a réalisé les travaux. Il doit pouvoir justifier du respect de ces conditions et tient les documents correspondants à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mâchefers seront identifiés par lots. Un plan de gestion et de suivi des lots doit être réalisé.



Si les mâchefers ne peuvent être valorisés dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées au titre du code de l'environnement.

**Constats :** Lors de la dernière inspection du 11 juin 2025 nous avons examiné le dossier et l'état du chantier de valorisation des mâchefers sur un parking, rue de l'artisanat à Poisy.

Lors de la présente inspection nous avons examiné l'ensemble des documents relatifs à ce chantier qui était en cours lors de notre précédente inspection et notamment :

- la fiche de demande de 9 750 t de mâchefers signée le 6 mai 2025,
- le registre attestant que 12 545 t de mâchefers avaient été fournis, correspondant aux lots de production de mars 2024 à janvier 2025
- le rapport hydrogéologique de Mme BAPTENDIER, hydrogéologue, du 24 avril 2025 donnant un avis favorable à l'utilisation d'un volume de 5 418 m<sup>3</sup> de mâchefers soit 9 750 t, en considérant une densité de 1,8.

Il apparaît que la quantité de mâchefers a été très supérieure à celle prévue par la demande : 12 545 t pour 9 750 t. Dans l'hypothèse où le volume de 5 418 m<sup>3</sup> aurait été respecté, la densité des mâchefers mis en place serait de 2,3 alors que la densité standard est de 1,6.

L'exploitant nous a indiqué que ce chantier avait été le dernier à utiliser les mâchefers de l'usine mais que plusieurs autres étaient en cours d'examen.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant, sous un délai de trois mois, de justifier le tonnage de mâchefers utilisé sur le chantier de Poisy.

Par ailleurs, pour les nouveaux chantiers, nous demandons à l'exploitant de ne pas livrer plus de mâchefers que la quantité indiquée dans la demande. Si des mâchefers supplémentaires étaient nécessaires, une nouvelle demande devrait être faite sur la base d'éléments justificatifs et, le cas échéant, d'un nouvel avis hydrogéologique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 6 : Mâchefers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2023, article 3.7.2.1

**Thème :** Risques chroniques, Gestion des mâchefers sur site

**Prescription contrôlée :** Les mâchefers sont intégralement récupérés en fin de combustion et sont immédiatement refroidis. La gestion des mâchefers pourra se faire sur site ou être externalisée sur une installation de maturation et d'élaboration (IME) tierce.

...

Si la gestion des mâchefers est réalisée sur le site :

- L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions diffuses issues des zones de stockage et de maturation des mâchefers. En particulier, en période sèche, les mâchefers seront humidifiés, en tant que de besoin, par aspersion en vue d'éviter les envols de poussières lors de leur manutention,
- les mâchefers pourront être stockés pendant **au plus 12 mois** après leur production, sur la plateforme située au nord du site sur une emprise de 3 000 m<sup>2</sup> et sur la plateforme située au sud du site.
- aucune opération de traitement des mâchefers ne sera réalisée sur la plateforme située au nord du site,
- les mâchefers seront systématiquement criblés et déferrailés avant leur valorisation.



Dans le cadre d'une gestion des mâchefers sur le site de l'incinérateur de Chavanod, l'emprise de la plateforme située au sud du site pourra être étendue de 5 000 m<sup>2</sup> à 7 200 m<sup>2</sup>, dans les conditions précisées dans la demande d'examen au cas par cas et dans le dossier de « porter à connaissance » précités, transmis par courrier du 19 mai 2022 et complétés par courrier le 23 juin 2022. En pareil cas :

- sous un délai de 9 mois à compter de la date de réception des travaux de l'extension, l'exploitant disposera de structures constituées d'une charpente munie d'un dispositif de couverture imperméable, capables d'abriter la quantité de mâchefers produites durant au moins 7 mois d'exploitation de l'incinérateur. Ces structures couvertes pourront être implantées sur la plateforme nord et la plateforme sud étendue,
- les eaux de toiture de ces dispositifs de couverture seront récupérées afin d'être exemptes de toute pollution liée à l'activité de l'établissement, afin de répondre aux caractéristiques des effluents visés à l'article 2.4.4.3 de l'article 2 et d'être gérées dans les conditions définies par ce même article. En particulier, elles n'entreront pas en contact avec les mâchefers et ne seront pas mélangées avec des eaux entrées en contact avec des mâchefers,
- l'exploitant veillera à ce que la quantité de mâchefers exposés à la pluie soit la plus faible possible au regard des volumes produits et de la place disponible sous les abris. La quantité de mâchefers exposés à la pluie sera en permanence inférieure à 5 mois de production de l'incinérateur.
- Les plateformes de stockage, de maturation et de traitement de mâchefers ne doivent recevoir que des mâchefers issus de l'incinérateur exploité par le SILA à Chavanod.
- Les zones de stockage des mâchefers et des ferrailles d'incinération doivent posséder un sol étanche constitué de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et l'utilisation de matériels de manutention sans remettre en cause ni son intégrité ni son pendage. Elles doivent également permettre la collecte des eaux d'égouttage.

Les plateformes de stockage des mâchefers et des ferrailles d'incinération ainsi que les voies de circulation attenantes seront nettoyées régulièrement afin notamment d'éviter tout envol de poussières et tout entraînement de matière sur des voiries dont les eaux de ruissellement ne sont, à cette condition, pas considérées en tant qu'eaux industrielles résiduaire visées au point 2.4.4.2 de l'article 2.

**Constats :** Nous avons constaté que les travaux sur la plateforme sud étaient terminés et que trois abris avaient été réalisés, chacun d'eux étant dimensionné pour accueillir deux lots mensuels de mâchefers séparé par un mur.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées et dirigées vers une noue d'infiltration.

Les travaux sur la plateforme nord vont être lancés et seront terminés fin avril 2025.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :** Nous demandons à l'exploitant de nous tenir informé de l'achèvement des travaux sur la plateforme nord et, le cas échéant, de tout nouveau retard.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois